

Peut-on faire confiance aux AUTORITÉS DE SANTÉ sur les vaccins ? NON, et voici pourquoi



[Source : xavier-bazin.fr]

Par Xavier Bazin

L'Agence du médicament américaine (FDA) vient de faire une chose assez inouïe. Il y a plus d'un an, la FDA a accordé une « autorisation d'urgence » au vaccin Pfizer anti-covid. Sur la base de quoi ? De l'essai clinique et des informations fournies par le fabricant, Pfizer.

Mais jusqu'à présent, la plupart de ces données n'ont pas été rendues publiques. Alors qu'elles ont conduit à vacciner des dizaines de millions d'Américains, avec un produit *expérimental*.

Dans un monde normal, ces informations devraient être accessibles à tout le monde... surtout que l'efficacité annoncée de 95 % n'a *jamais* été observée dans la réalité.

Mais étrangement, la FDA a essayé de faire de la rétention de ces données.

Tenez-vous bien : elle a promis de les livrer en intégralité en l'an 2097... c'est-à-dire dans 75 ans ! Qu'a-t-elle à cacher ?

Il a fallu qu'une association porte plainte pour que la FDA soit *contrainte* par la Justice à livrer toutes les données de Pfizer d'ici la fin de l'année 2022 ! C'est une bonne nouvelle, mais attendez la suite.

La FDA a alors demandé publiquement l'aide de Pfizer pour *caviarder* le rapport (c'est à dire « masquer » certains passages), sous couvert de protéger des secrets industriels.

Résultat : nous risquons fort de recevoir un rapport contenant de nombreux passages « masqués », ce qui pourrait ressembler à ceci :



*« Tout va bien, faites confiance à votre gouvernement »
Image humoristique illustrant le risque de publication d'un rapport
totalement « caviardé » par la FDA*

Cette affaire serait amusante si cela ne révélait pas un énorme problème avec nos autorités de santé. Les agences du médicament devraient être totalement transparentes à l'égard des citoyens.

Alors que se passe-t-il ?

L'argent et la corruption organisée par Big Pharma jouent un rôle énorme, évidemment.

Mais cela n'explique pas tout. Tout le monde n'est pas corrompu.

Dans ma dernière lettre ([ici](#)), j'ai commencé à expliquer pourquoi la majorité des médecins et experts se trompent sur la vaccination : par ignorance ou pour protéger leur *réputation*.

Mais il faut parler maintenant du problème spécifique des « autorités de santé ».

Ce sont elles qui définissent le « consensus scientifique », aux yeux des médecins et des médias. C'est sur leurs avis que les responsables politiques prennent leurs décisions.

Et pourtant vous allez voir pourquoi on ne peut pas leur faire confiance sur la vaccination. En commençant par le scandale incroyable du mercure dans les vaccins.

Mercure vaccinal et autisme : les autorités ont CAMOUFLÉ le lien !

L'affaire se passe aux États-Unis en 1999[1]. Depuis une dizaine d'années, les cas d'autisme et de troubles neurologiques sont en explosion – sans que personne ne sache pourquoi. Il se trouve qu'en 1989, le calendrier vaccinal des nouveau-nés a été fortement alourdi, avec notamment le vaccin contre l'hépatite B, injecté dès le premier mois.

Or ce vaccin contenait un « agent conservateur » appelé *thiomersal* – qui n'est rien d'autre que du mercure, un violent poison.

Il peut paraître étrange de placer du mercure dans une seringue destinée à des nouveau-nés, mais pour l'industrie pharmaceutique, le thiomersal avait l'avantage d'être *bon marché* et d'éliminer les microbes pouvant contaminer le vaccin.

Finalement, la principale autorité américaine sur les maladies infectieuses – le CDC – décide d'enquêter sur les effets de ce mercure vaccinal. Un épidémiologiste qui travaille au CDC, Thomas Verstraeten, découvre alors que le mercure du vaccin hépatite B est associé à une augmentation dramatique du risque d'autisme.

Les enfants qui avaient reçu les doses les plus importantes de mercure vaccinal avaient un risque d'autisme multiplié par 7 par rapport aux enfants qui n'avaient rien reçu – ainsi qu'un risque beaucoup plus élevé de troubles de l'attention et du sommeil.

Catastrophée, la hiérarchie de Thomas Verstraeten lui demande de vérifier ses chiffres. Mais il a beau refaire ses calculs dans tous les sens, il trouve *toujours* une augmentation de l'autisme liée au mercure vaccinal. Il va même jusqu'à écrire à sa hiérarchie que cette corrélation « ne veut juste pas partir » (« *it just won't go away* »)[2].

Dans son rapport final, il va même jusqu'à trouver une multiplication par 11 (et non pas seulement par 7) du risque d'autisme lié aux plus fortes expositions au mercure vaccinal à l'âge d'un mois. Même lorsque l'injection du mercure avait lieu un peu plus tard, à l'âge de trois mois, il trouvait encore une multiplication par deux du risque d'autisme.

C'est alors le branle-bas de combat au CDC.

L'Agence convoque un séminaire secret de deux jours avec :

- 52 représentants des plus gros acteurs de l'industrie pharmaceutique ;
- Les plus grands chercheurs et experts des vaccins ;
- Et toutes les autorités de santé concernées : la FDA, le NIH, l'OMS et même des agences européennes.

Par chance, le grand avocat et défenseur de l'environnement, Robert Kennedy, a réussi à mettre la main sur la retranscription de ce qui s'y est dit[3]... et ce n'est pas beau à voir.

Figurez-vous que ces « spécialistes » se sont rendu compte qu'ils avaient totalement négligé la dose cumulative de mercure injectée aux enfants. Les autorités ont donné leur feu vert à quantité de nouveaux vaccins infantiles... sans réaliser que les doses de mercure injectées avaient dépassé toutes les normes de sécurité !

Voici comment a réagi, horrifiée, le Dr Patriarca, alors directrice de la recherche sur les vaccins à la FDA :

« Calculer la dose de mercure relève de l'algèbre de collégien. Pourquoi la FDA a mis si longtemps à le faire ? »

Face à cette terrible découverte, il n'y avait qu'un seul choix honnête possible : tout avouer au public,

et faire amende honorable – c'est ce qu'a proposé la Dr Ruth Etzel, de l'Agence de l'environnement (EPA).

Mais ils ont décidé de faire le contraire.

Le Dr Patriarca a exprimé ses craintes que cette affaire n'endommage durablement la crédibilité des autorités de santé, qui seront accusées de s'être « *endormies au volant* » et d'avoir laissé passer un problème énorme. Le Dr Bob Chen, chef de la sécurité des vaccins au CDC, a ainsi exprimé son soulagement que, « *vu le caractère sensible de ces informations, elles ne soient pas tombées dans des mains, disons, moins responsables* » (sous-entendu, les méchants anti-vax qui auraient pu s'en servir).

Le Dr John Clements, conseiller sur les vaccins à l'Organisation mondiale de la santé, a sans doute exprimé le sentiment général en disant « *peut-être que cette étude n'aurait pas dû être faite* » !

Finalement, tous ces technocrates et représentants de Big Pharma ont fini par se convaincre qu'il était dans l'intérêt de tout le monde d'étouffer le scandale.

Alors, le CDC a supprimé le rapport de Verstraeten, et fait comme s'il n'avait jamais existé. Verstraeten, lui, a été engagé par le géant pharma GSK. Puis, pour éviter que d'autres chercheurs ne puissent retrouver ses résultats, le CDC a confié la base de données à une agence privée, non accessible aux chercheurs.

Enfin, le CDC a payé l'Institut de médecine pour qu'il refasse les calculs en s'assurant que le lien entre autisme et mercure disparaisse totalement des résultats (« *le CDC veut que l'on conclue que les vaccins sont sans danger* », avait déclaré la Dr. Marie McCormick).

Quand on connaît un peu les statistiques, on sait qu'il n'est pas difficile de trafiquer les chiffres pour atteindre le résultat désiré. Et c'est ainsi qu'en 2004, le rapport officiel de l'Institut de médecine conclut qu'il n'y a pas de lien apparent entre thiomersal et autisme. Et pour couronner le tout, il recommande de ne plus mener la moindre recherche sur cette question.

Vous comprenez, maintenant, comment ça se passe ?

Pour les autorités de santé : protéger leur crédibilité à tout prix

Il faut bien comprendre que le problème est structurel.

Les autorités de santé *détestent* reconnaître leur tort... en partie pour de « bonnes raisons » ! Les autorités craignent par-dessus tout qu'on leur dise : « *Si vous avez eu tort sur ce point, pourquoi est-ce qu'on vous croirait sur le reste ?* ». Voilà pourquoi vous n'entendrez jamais les autorités de santé confesser qu'elles ont eu radicalement tort... Au contraire, elles feront tout pour modifier leurs conseils discrètement, petit à petit, en espérant que leur bévue ne sera pas repérée.

Prenez l'exemple du vaccin BCG, obligatoire jusqu'en 2007 en France. Quand une étude scientifique de grande ampleur a montré en 1999 que ce vaccin BCG n'avait aucune efficacité sur la tuberculose[4], qu'ont fait les autorités de santé ? Croyez-vous qu'elles ont immédiatement arrêté les frais, et demandé pardon de l'avoir imposé à tous les bébés pendant plus de 50 ans ?

Pas du tout !

D'abord, elles n'ont pas réagi. Puis, en 2005, Sanofi Pasteur a arrêté de produire son fameux vaccin BCG à « bagues multipoints » – celui qui causait la fameuse cicatrice sur les épaules ou chevilles de millions d'enfants. Il ne restait alors plus qu'un seul vaccin BCG disponible, un vaccin injectable (intradermique) et connu pour provoquer davantage d'effets indésirables.

Résultats : certains médecins ne voulaient plus donner le BCG aux enfants avec ce nouveau vaccin injectable, et le nombre de certificats de complaisance commençait à exploser.

Voilà pourquoi les autorités ont été *obligées* d'abandonner l'obligation vaccinale en 2007. Pour ne pas perdre la face, elles ont prétendu qu'il n'y avait plus beaucoup de tuberculose en France, ce qui était déjà le cas 10 ou 20 ans avant ! L'argument est d'autant plus fallacieux que ces autorités n'ont jamais demandé d'arrêter le vaccin DTP, alors que le tétanos ne cause presque plus de morts, et que le nombre de cas de polio ou de diphtérie est égal à zéro depuis des années.

Mais pour les autorités de santé, il fallait défendre leur réputation : elles devaient arrêter la vaccination du BCG... sans reconnaître qu'elles avaient eu tort de l'imposer pendant 50 ans. Le problème, c'est que cela conduit à faire perdurer des mythes et des mensonges. Si vous en doutez, regardez cet article à peine croyable de France Inter datant de 2021, qui prétend que le vaccin BCG, pourtant démontré comme *inefficace*, a sauvé 1 milliard de vies !

Le vaccin BCG, le plus administré au monde, a 100 ans

par **Véronique Julia** publié le 2 juillet 2021 à 6h11



Le BCG, vaccin contre la tuberculose, a cent ans aujourd'hui : au total, il aurait permis de sauver un milliard d'êtres humains en un siècle.

Un article aussi *mensonger* aurait été impossible si les autorités françaises avaient été honnêtes, au début des années 2000, sur l'efficacité réelle du BCG et les raisons d'arrêter ce vaccin. Mais il est très difficile pour les autorités gouvernementales de dire la vérité. De leur point de vue, tout paraît justifié, y compris des gros mensonges, pour éviter que les citoyens cessent de leur faire confiance.

Même quand les preuves de leur erreur sont évidentes, comme dans le cas de l'amiante, il leur a fallu des décennies pour le reconnaître publiquement et changer leurs recommandations. Il n'y a que lorsque le scandale est manifeste et médiatiquement « chaud » (comme dans le cas du Médiateur) que les autorités sont obligées d'admettre publiquement qu'elles se sont trompées.

Quand on y réfléchit bien, c'est assez logique.

Le problème est structurel : que peut-on attendre de la part des autorités qui ont *approuvé* un médicament comme le Médiateur... ou qui n'ont rien dit de leurs effets indésirables pendant des années ? Ces autorités-là seront toujours les dernières à reconnaître qu'elles ont fait une grosse erreur qui a coûté des milliers de morts ! Et c'est l'une des raisons qui expliquent que tout est fait pour masquer les effets indésirables des vaccins.

Le Pr Gherardi, qui a en France découvert la toxicité de l'aluminium des vaccins, en a fait les frais de manière éclatante. En 2004, l'Agence française du médicament (alors nommée Afssaps) a officiellement recommandé de stopper les recherches sur le lien de causalité entre l'aluminium et la myofasciite à macrophages (une maladie neurologique grave). C'était le meilleur moyen d'éviter que la vérité n'éclate sur la dangerosité de l'aluminium vaccinal.

Pourquoi l'Afssaps a fait cela ? Parce que les « experts » impliqués avaient des liens puissants avec l'industrie pharmaceutique, bien sûr. Mais aussi parce qu'il est dans la *logique des organisations* qu'une institution comme l'Afssaps, qui a autorisé l'injection d'aluminium à des millions d'enfants, soit très réticente à reconnaître *après coup* que cela peut causer de graves dégâts !

Force est de constater que ce qu'a découvert le pauvre Pr Gherardi était terriblement banal :

« L’Afssaps, je finirai par le comprendre au fil des années, est une machine ayant pour objectif premier d’empêcher que n’éclate un scandale sanitaire. Elle s’évertue pour ce faire à ralentir les procédures permettant d’appréhender la dimension exacte du problème. (...) Ce n’est ni un juge impartial, ni un collectif scientifique ».

Le Pr Gherardi ajoute que l’Afssaps, « financée à 80 % par l’industrie, est prioritairement un outil à son service. » Mais l’influence de Big Pharma n’explique pas tout : il est toujours calamiteux que les mêmes personnes ou structures soient « juges et parties » !

Ceux qui autorisent les médicaments ne peuvent pas être les mêmes qui en surveillent les effets indésirables, cela devrait être évident pour tout le monde ! Pour les vaccins Covid, c’était la même chose : il était clair qu’il aurait fallu donner à une autorité indépendante le soin d’examiner leurs effets indésirables.

Si vous donnez ce pouvoir à l’Agence du Médicament, qui a officiellement autorisé ces vaccins, elle fera tout pour minimiser les dégâts qu’ils provoquent, parce qu’elle en est en partie responsable !

Et voilà comment la désinformation sur l’intérêt réel de la vaccination en général est nourrie et entretenue par les autorités de santé :

- Sur la base d’un mythe et d’un « pieux mensonge » : il faudrait cacher certaines vérités, car si la population commençait à se méfier des vaccins, ce serait une catastrophe de santé publique (ce qui est faux, voir ma lettre n°1) ;
- Sur la base d’un biais psychologique des médecins et experts en maladies infectieuses, dont la réputation et le prestige sont fortement liés au mythe du « Dieu vaccin », sauveur de l’humanité (voir ma lettre n°3) ;
- Et sur la base d’une logique administrative (cette lettre-ci !) : comme toute organisation, les autorités de santé cherchent toujours à protéger leur réputation et leur crédibilité – le problème est qu’elles sont aussi en position d’étouffer les preuves montrant qu’elles ont pu se tromper.

Dans la crise du Covid, on a vu que ce dernier problème, structurel, ne concerne pas que les vaccins :

- Sur les confinements : on sait maintenant que les mêmes autorités qui ont *recommandé* les confinements se sont arrangées pour diaboliser les médecins et scientifiques qui s’y opposaient[5] ;
- Sur l’origine du coronavirus : on sait désormais que les mêmes autorités qui ont financé des expérimentations dangereuses au laboratoire de Wuhan ont tout fait pour faire croire à l’origine naturelle du virus[6].

Et voilà comment, sous couvert de leur position « d’autorité », des organismes publics contribuent à la désinformation sanitaire.

Bonne santé,

Xavier Bazin